

Le MR de la Ville de Bruxelles s'oppose à la socialisation des logements publics

La Capitale - 17/10/2022

Extraits – article complet aux abonnés de La Capitale.

https://www.sudinfo.be/id559280/article/2022-10-17/le-mr-de-la-ville-de-bruxelles-soppose-la-socialisation-des-logements-publics?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26facets%3DGL%253AROSSEL_GL_BEcp1000%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dsocialisation

Le groupe MR de la Ville de Bruxelles est opposé à l'opération de socialisation d'une série de logements publics de la Ville annoncée à la fin de la semaine dernière par la secrétaire d'État Pour le chef du groupe libéral, David Weytsman, qui s'est exprimé à ce propos lors de la séance du conseil communal, lundi en fin de journée, la mesure privera une partie de la classe moyenne d'un accès au logement public, alors que celle-ci en a également besoin. Elle est mauvaise pour les finances du CPAS et de la Régie foncière.

Quelque 1.300 locataires de logements appartenant la Ville de Bruxelles (sa Régie foncière et/ou son CPAS) pourront bientôt bénéficier d'une réduction de loyer jusqu'à concurrence du montant qu'ils devraient payer s'ils bénéficiaient d'un logement social, ont annoncé vendredi dernier les autorités de la Ville et la secrétaire d'État Ben Hamou (PS).

La Région et la Ville de Bruxelles ont lancé une opération de «socialisation» des loyers des logements publics de la commune centrale de la capitale. Celle-ci est propriétaire de milliers de logements (sociaux, publics à loyer modéré, et à loyer conventionné).

Une opération similaire a déjà été lancée avec les communes de Saint-Gilles, d'Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean et Anderlecht.

L'opération lancée par la secrétaire d'État Ben Hamou consiste à octroyer, sur base volontaire, à une série de locataires de ces logements le bénéfice du tarif qu'ils auraient à payer dans le logement social, soit maximum 22% de leurs revenus.

Pour le MR, à défaut de pouvoir offrir davantage de logements sociaux aux milliers de candidats inscrits sur la liste d'attente, il importe de miser davantage sur les Agences Immobilières Sociales.

David Weytsman a également reproché à l'aile PS du collège de refuser l'option soutenue par son propre parti et consistant à envisager l'acquisition du logement social par ses occupants.